

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBÉRY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

Société PURFER

931, avenue du Grand Ariétaz
73000 CHAMBÉRY

Références :
Code AIOT : 0006104353

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement PURFER implanté au 931, avenue du Grand Ariétaz à Chambéry (73000).

L'inspection a été annoncée le 13/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrivait dans le cadre de l'action régionale 2024 relative au contrôle sur les rejets aqueux de certains établissements ICPE relevant du régime de l'autorisation et de l'enregistrement.

Elle avait par ailleurs pour objectif de contrôler la bonne application, par les exploitants concernés (site soumis à autorisation), des dispositions de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances PFAS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société PURFER
- 931, avenue du Grand Ariétaz 73000 CHAMBÉRY
- Code AIOT : 0006104353
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PURFER, filiale du groupe DERICHEBOURG Environnement, est autorisée à exploiter une

installation de transit, tri et regroupement de déchets, classée au titre de la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), sur le territoire de la commune de Chambéry (73).

Le centre a vocation à permettre la valorisation ultérieure des déchets. La typologie des déchets pris en charge sur le site est très diversifiée : Ferrailles (fer lourd, ferrailles à cisailer), métaux ferreux et non ferreux, batteries, moteurs thermiques hors d'usage, VHU, bois, plastiques, papier/carton, textiles, verre, Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE), etc.

A noter l'existence sur site d'une activité de « Déchetterie Pro » permettant l'accueil des déchets amenés directement par les artisans du secteur.

L'autorisation d'exploiter a été délivrée à la société PURFER – Division FONLUPT par arrêté préfectoral n°AG/DEC 73.98.01 du 05/08/1998. Il a été complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires suivants :

- L'arrêté du 27/05/2003, prescrivant la mise en œuvre et l'exploitation d'un réseau de surveillance des eaux souterraines ;
- L'arrêté du 21/05/2014, actualisant le tableau de classement des activités du site suite aux modifications de la nomenclature ICPE concernant les rubriques liées aux activités « Déchets » ;
- L'arrêté du 09/10/2012, portant agrément (n° PR7300009 D) pour l'exploitation d'une installation de stockage, dépollution et démontage de VHU ;
- L'arrêté du 19/09/2018 portant renouvellement de « l'agrément VHU » susvisé.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action régionale 2024 – Rejets aqueux (plan des réseaux, points de rejets, respect des VLE...) ;
- Contrôle de la mise en œuvre des campagnes de détection des PFAS dans les rejets d'effluents ;

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- **« Avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent

aussi être proposées ;

- **« Susceptible de suites administratives »** : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- **« Sans suite administrative »**.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande d'action corrective	1 mois
5	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Demande d'action corrective	1 mois
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages de rejet – Diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée a permis de constater que l'exploitant fait procéder à une surveillance partielle de la qualité des rejets aqueux de l'établissement.

En effet, l'inspection a montré la nécessité, pour l'exploitant :

- De mettre à jour et de formaliser, sur le plan des réseaux du site, l'existence des points de rejets des effluents du site et notamment celle d'un troisième point de rejet (non identifié comme tel à ce jour dans le dossier de « Porter à connaissance » transmis en 2020) concernant les « eaux industrielles » ;
- De formaliser le cadre de surveillance applicable à l'ensemble des points de rejets aqueux du site ;
- De justifier, sur la base du cadre de surveillance précité, du respect des VLE réglementaires prescrites aux activités du site ;
- De justifier de la méthodologie appliquée aux mesures des campagnes de recherche PFAS ;
- De télédéclarer le cadre de surveillance PFAS ainsi que les résultats des campagnes de recherche PFAS sur l'applicatif GIDAF ;

Des demandes d'actions correctives et de transmission de justificatifs ont été formulées en ce sens à l'exploitant au travers du présent rapport d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : En séance, l'exploitant a présenté un plan (« Plan de masse » à jour du 21/12/2020) formalisant notamment le tracé des réseaux du site. Ce plan est le même que celui transmis au travers d'un dossier de Porter à connaissance en date du 30/12/2020, notifié au préfet de la Savoie en réponse aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 août 2019 prescrivant notamment la remise d'un dossier de mise à jour des conditions d'exploiter comprenant une réévaluation des impacts et dangers du site. Ce plan distingue notamment le réseau de collecte : <ul style="list-style-type: none">– Des eaux pluviales de toitures et de voirie ;– Des eaux pluviales de ruissellement des plateformes de stockage des déchets ;– Des eaux usées (comprenant les eaux usées domestiques (« eaux sanitaires ») ainsi que les eaux usées non domestiques correspondant aux effluents (« eaux industrielles ») issus de l'aire technique dédiée au lavage de la partie extérieure des véhicules de déchets non dangereux de la société PURFER). Le contrôle visuel réalisé (par sondage) sur le terrain n'a pas révélé de non-conformité par rapport aux éléments et dispositifs formalisés sur ce plan. Par ailleurs, le plan précise bien que les eaux pluviales non souillées sont aujourd'hui collectées puis acheminées à l'aval des dispositifs de traitement avant rejet, conformément à l'article 4.2.2 (« Eaux pluviales ») de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05/08/1998. Enfin, l'exploitant a justifié de la formalisation d'une convention de rejet avec Chambéry Métropole (Arrêté n° 2017-094A du 02/06/2017) concernant le déversement des effluents de l'établissement dans le réseau d'assainissement communautaire. Au regard de ce qui précède, le réseau de collecte des effluents liquides du site apparaît bien comme étant de type « séparatif » (eaux pluviales/eaux usées). À noter cependant que la convention de rejet susvisée impose la collecte séparée des eaux usées domestiques et non domestiques pour leur partie de réseaux située sous le domaine privé, ce qui ne semble pas être le

cas ?

L'examen du plan des réseaux précité appelle cependant les remarques suivantes :

- Les 2 points de rejets (eaux pluviales) du site identifiés à ce jour par l'exploitant au travers de son « Porter à connaissance », à savoir le point de rejet n° 1 (Voiries Sud/Accès au site) et le point de rejet n° 2 (Voiries Nord/Stockages extérieurs) ne sont pas explicitement matérialisés sur le plan ;
- Tous les dispositifs de traitement présent sur le réseau des effluents ne sont pas explicitement identifiés/répertoriés. Seul le séparateur d'hydrocarbures de l'aire de lavage dispose d'un repérage (légendé « O »).
- Sur la base des échanges avec l'exploitant (information également présentée dans le dossier transmis en 2020), il convient d'acter et de formaliser sur le plan l'existence d'un troisième point de rejet d'effluent du site, à savoir le point de rejet du réseau des « eaux usées »
- L'exploitant a indiqué en séance que l'ensemble des dispositifs de traitement des effluents du site (séparateurs) sont équipés d'une vanne d'isolement implanté à l'amont de ces derniers. Or, le plan des réseaux ne fait état d'aucun dispositif d'isolement s'agissant du séparateur de l'aire de lavage. Ce point nécessite d'être éclairci et le plan des réseaux mis à jour le cas échéant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'actualiser/compléter le plan des réseaux du site au regard des remarques formulées ci-avant (afin de notamment faire apparaître sur ce plan et ce, de manière explicite, un certain nombre d'éléments et en particulier, les points de rejet de toute nature) et d'apporter, le cas échéant, les précisions requises au regard des interrogations soulevées au travers des constats réalisés ci-avant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Ouvrages de rejet – Diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49

Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet – Diffusion, aspect des rejets

Prescription contrôlée :

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Constats :

Aucun contrôle visuel n'a été opéré au niveau des points de rejets d'effluents du site dans la mesure où ces derniers diffusent les effluents en sortie de site dans les réseaux de collecte des effluents communautaires (avant rejet à l'aval du site notamment vers une station d'épuration).

Pour rappel, les eaux résiduaires se rejettent uniquement dans le réseau communal des eaux usées de Chambéry Métropole. Ce rejet fait l'objet d'une convention avec le gestionnaire du réseau.

Les eaux pluviales sont quant à elles rejetées dans le réseau eaux pluviales de la zone industrielle dont l'exutoire est le cours d'eau « la Leysse ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : La visite a permis de constater que les points de rejets des effluents du site sont adaptés de manière à permettre un prélèvement dans la mesure où il existe un regard au droit de chacun des 2 points de rejets « eaux pluviales » (regard maçonné équipé d'une trappe).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : [...] Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. [...]
Article 20 de l'arrêté du 6 juin 2018 (prescriptions générales applicables aux ICPE de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique [...] n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) [...] – Mesures périodiques) : Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 (rejet milieu naturel) et 18 (raccordement à une station d'épuration) est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.
Article 33 de l'arrêté du 26 novembre 2012 (prescriptions générales applicables aux ICPE relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) – Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée) : « L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. « Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées « à l'article 31 » est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué faire procéder à une mesure semestrielle des valeurs limites prescrites sur ses rejets d'eaux pluviales par la société A.T.EAU (basée à Grenoble). A titre de justification, il a présenté en séance deux rapports de synthèse relatifs aux résultats des campagnes d'analyses effectuées le 30/06/2023 et le 20/10/2023.

<p>L'examen de ces documents appelle les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Aucune information n'est apportée concernant l'agrément de cet organisme par le ministre chargé de l'environnement ; – Il est précisé que les échantillons prélevés sont analysés par le laboratoire ABILOAB-ASPOSAN sous certification COFRAC. <p>L'exploitant a indiqué qu'une nouvelle campagne de prélèvement a été réalisée le 22/02/2024. Au jour de l'inspection, les résultats d'analyses n'étaient pas encore connus.</p> <p>L'exploitant respecte donc les périodicités de mesures prescrites.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Respect des VLE – Actions correctives en cas de dépassement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE – Actions correctives en cas de dépassement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 21-II : « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »</p> <p>Article 58-IV : « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté deux rapports de synthèse relatifs aux résultats des campagnes d'analyses effectuées le 30/06/2023 et le 20/10/2023.</p> <p>Ces rapports précisent qu'un prélèvement d'effluents ponctuel ainsi qu'une mesure de débit ponctuelle ont été réalisés sur les deux exutoires du réseau de collecte d'eaux pluviales du site.</p> <p>L'exploitant a confirmé en séance qu'en l'absence de dispositif de mesure en continu du débit des effluents, la société A.T.EAU réalisait une mesure au moyen d'un débitmètre portatif (valeurs relevées lors d'épisodes de pluie respectivement de 11,5 m³/h et de 12 m³/h).</p> <p>L'examen des deux rapports précités appelle les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Aucun cadre de surveillance n'est explicité dans les rapports susvisés. Dès lors, <u>aucune information n'est donnée quant aux VLE retenues pour réaliser le contrôle de conformité</u>. À titre d'exemple, on peut noter l'absence de mesure des « Métaux totaux » prescrit par l'article 31 de l'arrêté VHU du 26/11/2012 (point d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain) ; – Les rapports concluent simplement à la présence de métaux et d'hydrocarbures dans les rejets avec des concentrations plus importantes sur le point de rejet n° 1 que sur le point de rejet n° 2 ; – <u>Aucune conclusion n'est apportée quant à la conformité des rejets au regard des VLE réglementaires ;</u> – Comme indiqué au point de contrôle n° 1 du présent rapport, en l'absence de référencement, le point de rejet des eaux usées composé des eaux domestiques et des eaux industrielles n'est pas analysé.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient tout d'abord à l'exploitant de formaliser le cadre de surveillance de ses rejets aqueux au regard des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales qui s'appliquent aux activités classées du site (AM du 02/02/1998, AM du 26/11/2012, AM du 06/06/2018...) <u>en intégrant un troisième point de rejet concernant les eaux usées</u>.</p> <p>À ce titre, il conviendra de préciser les paramètres retenus et le cas échéant, de justifier de la non prise en compte de certains polluants au regard des dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 notamment.</p>

Une fois le cadre établi, l'exploitant justifiera du respect des VLE associées au cadre de surveillance ainsi formalisé sur les campagnes de mesures de 2023 et suivantes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Cette prescription est sans objet compte tenu de la fréquence de contrôle prescrite à l'exploitant (supérieure à une fréquence trimestrielle) pour la réalisation de campagne de surveillance de ses rejets d'effluents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m ³ . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
<p>Article 33 de l'arrêté du 26 novembre 2012 (prescriptions générales applicables aux ICPE relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) - Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée) :</p> <p>« Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m³/j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p>Les résultats des mesures prescrites au présent article doivent être conservés pendant une durée d'au moins six ans à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
Constats : Comme précisé au point de contrôle n° 5 du présent rapport, l'exploitant a confirmé l'absence de

<p>dispositif de mesure en continu du débit des effluents.</p> <p>Les prélèvements pour analyses ne sont donc pas asservis/proportionnels au débit (prélèvements ponctuels). Pour rappel, la réglementation dispose que pour qu'un échantillon soit représentatif du fonctionnement de l'installation, ce dernier doit être constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>Aucune précision n'a été apportée concernant la méthodologie mise en œuvre.</p> <p>Certaines VLE (MES, DCO...) dépendant d'un niveau de flux journalier maximal, il convient donc de déterminer ce dernier. Les rapports de synthèse présents font état d'une mesure de débit ponctuelle sans pour autant qu'un flux journalier ne soit estimé (comme cela a été le cas dans le dossier de « Porter à connaissance » de 2020).</p> <p>Aucun flux maximum journalier n'est prescrit concernant les rejets d'effluents. Pour autant, l'exploitant ne s'est pas positionné au regard de la valeur seuil de 100 m³/j relative au débit maximal journalier susvisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier que le principe de constitution d'un échantillon tel que réalisé par A.T.EAU permet de constituer un échantillon représentatif de ses rejets.</p> <p>Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de procéder à une estimation (à minima) du débit de rejet des effluents sur la base de sa consommation annuelle d'eau (AEP, eaux de ruissellement...) et de formaliser sa méthodologie de calcul afin de se positionner par rapport à la valeur seuil de 100 m³/jour.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 15/03/2024, l'exploitant indiquait au service d'inspection ICPE que le prélèvement pour analyses, réalisé le 22/02/2024, visait à « répondre à la demande de la DREAL pour l'analyse des substances PFAS ».</p> <p>Il avait été considéré que ce prélèvement constituait le premier prélèvement de la campagne était à considérer comme la première campagne d'identification et d'analyses des PFAS pour le site.</p> <p>À ce jour, les résultats de cette campagne de mesures n'ont pas été renseignés sur l'applicatif GIDAF et ne sont donc pas connus.</p> <p>En séance, il a cependant été constaté que le rapport de synthèse de la campagne de mesures du 20/10/2023 faisait état d'une campagne de recherche et de mesure des 20 substances visées au point 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel PFAS du 20/06/2023 ainsi que de l'estimation de la quantité totale de substances PFAS présentes en équivalent fluorure (AOF).</p> <p>Les valeurs mesurées sont toutes < 0,1 µg/l. À noter que sur le point de rejet n° 1, l'AOF ressort à 13 µg/l quand sa valeur est de 2 µg/l sur le second point de rejet.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué avoir conduit une recherche de PFAS sur la base d'une analyse documentaire. Il en ressort qu'aucun produit contenant des substances PFAS n'est stocké ni mis</p>

en œuvre sur le site et que, de fait, la seule source d'émission possible proviendrait des déchets entrants sur site.

À noter que l'exploitant n'a pas encore renseigné son cadre de surveillance dans l'applicatif GIDAF.

En séance, il a été demandé à l'exploitant de faire le point avec son bureau d'étude afin de déterminer si la campagne de mesures d'octobre 2023 peut ou non être considérée comme la campagne PFAS initiale.

Pour rappel, l'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er doit réaliser une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées

Également, les prélèvements et les analyses doivent être réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances PFAS et les prélèvements des substances doivent être effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (excepté pour la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1^o de l'article 3 et pour les analyses des substances mentionnées au 3^o de l'article 3 de l'arrêté ministériel PFAS du 20/06/2023).

Enfin, l'article 4 de l'arrêté susvisé dispose que :

« Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. »

Aucune précision relative aux mesures (prélèvement et analyse) n'est apportée dans le rapport présenté en séance.

De même, aucune mesure n'a été réalisée à ce jour sur l'émissaire de rejet des eaux industrielles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit transmettre les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées **au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.**

À ce titre, l'exploitant doit se positionner par rapport à la campagne de mesures d'octobre 2023 (premier prélèvement de la campagne PFAS ou non ?).

De plus, les résultats d'analyses de la campagne de 02/2024 doivent être renseigné dans l'applicatif GIDAF dans les meilleurs délais ainsi que, le cas échéant, ceux d'octobre 2023.

Enfin, l'exploitant doit attester de la méthodologie mise en œuvre pour les mesures (prélèvement et analyse) de la campagne PFAS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours